

# le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE  
adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes  
21 au 28 mars 2001



10 FF  
1,52 €

## Elections municipales Le miroir aux alouettes-citoyennes

QUEL EST LE MILITANT, UN tant soit peu investi dans sa commune, qui ne se sera pas posé, un jour ou l'autre, la question qui tue: Est-ce que je ne devrais pas me mouiller et essayer, là où je vis, de mettre en pratique, même difficilement, mes idées? Il ne s'agit pas d'évoquer ici les militants anarchistes les plus rodés, pour qui la question ne se pose même pas. Non, on parle du militant moyen qui s'arrache les cheveux devant la multitude de combats qu'il mène de front tout en essayant de vivre plus ou moins facilement sa vie personnelle. A un moment, se présente la tentation de l'exercice du pouvoir, peut-être même des sollicitations d'amis et de proches. Pas le pouvoir au sens péjoratif du terme, non simplement l'aspiration à mettre « efficacement » en pratique ses idées et souvent aussi des actes précis qui jalonnent la vie des municipalités...

moins cette volonté) auront pêché par innocence ou par bêtise. Comment les futurs faire-valoir des conseils municipaux pourront-ils encore croire, demain, que leur participation à la gestion du quartier ou du village, servira réellement les intérêts qu'ils souhaitent défendre. Compromis et alignement sur le sacro-saint « principe de réalité » et donc leur soumission aux « vrais » professionnels politiques qui sont de toutes façons majoritaires, auront tôt fait d'éteindre leurs illusions...

donne l'autonomie au sein des associations et l'action au sein du mouvement social est LE pouvoir que nous donne le chemin du contre-pouvoir quotidien. Il n'y a pas d'alternatives au travail de fourni que nous menons dans nos activités militantes.

### De la déculottée du PC à la suffisance des Verts

Quoi qu'il se soit passé au second tour, les communistes auront souffert de ces élections. Le pauvre petit parti

bémol. Ces braves Verts-cocoricos, il s'agit de les attendre au tournant de leur « légitimité » fraîchement conquise. Que pourront-ils faire demain qu'ils ne pouvaient faire hier? Mais soyons rassurés, cette puissance leur servira certainement à dénoncer partout et toujours les inégalités, se battre sans arrière-pensée aucune pour les transports gratuits et réclamer la libre circulation des personnes. Finalement il n'y a rien à penser des résultats de ces élections: ne gagnent que les sociaux-libéraux, les écologistes-libéraux, les libéraux-libéraux, les nationaux-libéraux. Plus, à la clé, la pièce citoyenne qui va définitivement valider le jeu de la démocratie parlementaire...

N'est d'ailleurs pas dupe une proportion grandissante d'abstentionnistes. Bien entendu on entendra le pitoyable discours sur les pêcheurs à la ligne. Mais nos élus réussiront-ils à convaincre les déserteurs sur la base de leurs bilans à venir? Est-ce que cette masse informelle qui reste « sans voix », ce ne serait pas là en réalité les vrais citoyens, même si bon

nombre d'entre eux sont réellement démotivés?

### Notre principe de précaution

Utiliser cette expression à la mode permet de créer un raccourci rapide entre, d'une part, ces élections que l'on sent proches de notre quotidien et d'autre part le danger sournois qu'il y aurait à brûler les étapes (et nos doigts). Soyons objectif: ne gagnent que les sociaux-libéraux, les écologistes-libéraux, les libéraux-libéraux, les nationaux-libéraux. Plus, à la clé, la pièce citoyenne qui va définitivement valider le jeu de la démocratie parlementaire... Ce jour-là, bien sûr que, tous ensemble, nous pourrions influencer vraiment sur le cours des choses. Mais ce jour-là, sera-t-il encore nécessaire d'en passer par cette sinistre farce? En attendant mobilisons nos forces là où elles ont du poids: la rue, le travail, les associations et les quartiers. Ailleurs nous ne pouvons rien.

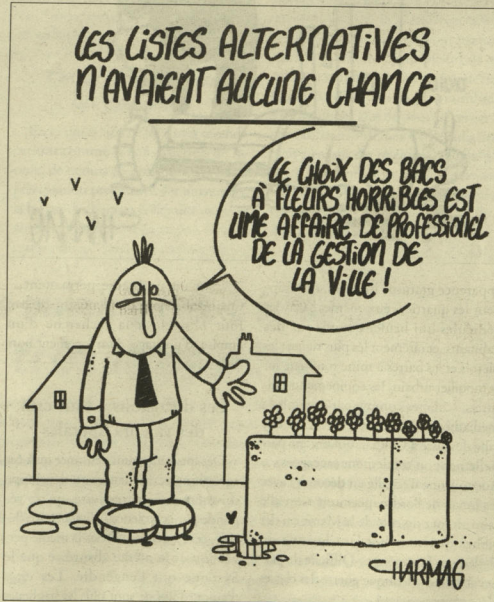
Bruno. - groupe René Lochu (Vannes)

### Listes citoyennes: le chant des sirènes

Ces élections municipales auront donc vu l'émergence des listes « hors partis »... Ou, si on préfère les « listes citoyennes ». Il n'y en aura pas eu partout, mais le fait est suffisamment significatif pour que certains tenants de la gauche plurielle ou même de l'extrême gauche les dénoncent en prétendant que ces listes pouvaient aider la droite à gagner. Autrement dit « Fermez votre gueule et votez pour nous, il n'y a pas de choix ». La plus exemplaire aura été, bien sûr, les « Motivé-e-s » de Toulouse... Nous, à Vannes, on aura eu les « Sans parti pris », mais ailleurs c'était les « Motivé-e-s » à Rennes, « AIR » à Strasbourg ou « Rebondyr » à Bondy.

Finalement les plus heureuses de ces listes auront été balayées directement au premier tour. Au second tour, les plus honnêtes auront été confrontées à la difficile question: doit-on se retirer, fusionner, appeler à voter au moins pire... On leur laisse leurs états d'âme.

Mais on ne peut pas s'empêcher de se demander si ces listes, ces militants (car il n'est pas question de leur enlever au



Il est indispensable d'être bien persuadé, que faire bouger quelque dossier que ce soit dans son patelin, depuis la gestion de l'eau jusqu'aux problèmes de la bibliothèque municipale ou du mode de garde des enfants en passant par les transports en commun, ne passe évidemment pas par des discussions de marchands de tapis avec des conseillers engoncés dans leurs certitudes et leurs planifications... Sans même évoquer l'idée de devoir se mêler de discussions sur la sécurité, thème branché s'il en est! Le chant des sirènes qui pourrait séduire les plus idéalistes d'entre nous se transformera rapidement en cauchemar.

Non! Seule l'indépendance que

devera se résigner à ne plus être l'interlocuteur favori du PS et laisser la place à des Verts qui pourront avoir plus de sièges, plus de pouvoir et peut être plus de ministres, allez savoir. Pour le PC, je n'aurais qu'un seul mot: Trahir la lutte des classes entraînera sa disparition à plus ou moins brève échéance, et ce sera un bien pour tous.

Restent « nos amis » les Verts. Malgré la claquette reçue par la patronne, globalement ils progressent partout, gagnant même des villes dès le premier tour. Ce qui serait plutôt positif, si on se contentait de penser que l'écologie devient une préoccupation majeure des individus. Mais là aussi mieux vaut mettre un

## EDITORIAL

Jusqu'ici, les femmes ont surtout dû se battre pour conserver la maîtrise de leur corps, et donc le droit à l'avortement et à la contraception. Ce combat n'est pas fini, car la législation en vigueur est encore loin de satisfaire nos besoins. Mais le choix d'avoir un enfant « quand je veux, si je veux » se voit aussi remettre en cause par un autre biais. Nous vivons à l'heure de l'Europe et de l'harmonisation des textes de lois, harmonisation qui s'est toujours traduite jusqu'ici en terme de régression sociale pour la population et notamment pour les femmes: par exemple, c'est sous couvert d'uniformisation européenne que la spécialisation des gynécologues est remise en cause.

Aujourd'hui, un nouveau droit est dans la ligne de mire des eurocrates: le congé maternité. Encore peu évoquée, la réforme qui va arriver fait peur: réduction du temps de congé maternité, et surtout, pas de garanties de retrouver son emploi, c'est-à-dire risquer de se voir requalifier ou licencier.

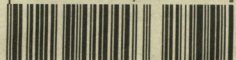
On suppose que dans ce contexte les femmes préféreront prendre un congé parental (mais surtout maternel en réalité), ou alors devront se plier au diktat de l'employeur. À moins bien sûr qu'elles disposent de revenus suffisants pour arrêter de travailler quand elles le souhaitent. Ce qui n'est pas donné à tout le monde...

Surtout, il y a un véritable danger pour la santé des femmes qui exercent un travail, surtout physique. Plus l'arrêt de travail est court, plus il y a de risques pour la femme et pour l'enfant.

Les États légifèrent nos corps, nos attentes et nos envies, comme ils légifèrent la taille des toboggans. Voilà qu'encore une fois, notre vie ne nous appartient plus. Il n'est plus permis de choisir, il faudra d'abord calculer, réfléchir, compter et recompter avant de savoir si oui ou non on veut un enfant. Il faudra risquer son travail, deviner les attentions du patron... Tiens, le patron! N'est-ce pas une aubaine pour lui? Plus besoin de s'embêter à remplacer une employée enceinte: On la retrograde, on la vire... Et Hop, encore des économies pour la bourgeoisie!

ISSN 0026-9433 - N° 1237

M 2137 - 1237 - 10,00 F



FOP 2520

Violences sociales à Strasbourg

Y'a pas l'feu pour la révolution!

LA VILLE DE STRASBOURG pouvait se targuer d'être la cité la plus lumineuse d'Europe lors des fêtes de fin d'années...

geoise durant les huit premiers mois de l'année, + 45% des vols avec violence à Strasbourg...

Le sécuritaire fait le beurre des politiciens

En égrenant ces chiffres comme un orchestre égène les notes pour mieux accorder ses instruments...

L'actuelle municipalité, conduite par Catherine Trautmann, avait tenté de court-circuiter les éventuelles « incivilités » en développant deux actions...

plaisir aux pyrotechniciens amateurs? Ou manœuvre destinée à désavouer le maire sortant sur sa politique en matière de sécurité publique?

La violence comme mode de reconnaissance sociale

L'alternative plairait à un auteur de romans noirs... Parce qu'on a tout de même la persistante impression de nager dans le noir...

inter-quartiers de bagnes crémées révèle un besoin éperdu de reconnaissance dans un monde où la compétition, omniprésente...

Les premiers sont reconnus, mais qu'advient-il des autres? Qui, parmi ces derniers, accepterait de gaieté de cœur sa situation?

existent bel et bien, si désespérément semblables à ceux que la compétition libérale érige en valeurs...

Verra-t-on, à l'écran, les personnages présenter leur candidature pour un boulot pas forcément épanouissant...

Les parcs à exclus consacrés par le pouvoir

Le pouvoir politique, à Strasbourg comme ailleurs, ne cherche pas à faire disparaître les sinistres parcs à exclu-

Ce bras armé, décripé en Alsace face aux flambées de voitures, n'a pas tremblé à Prague, à Nice, ou encore à Davos...

Steph. - groupe de Strasbourg

Des chiffres à la pelle

Vous voulez des chiffres? Il suffirait d'ouvrir le moindre canard, national ou régional...

De ce point de vue, l'indice de la bagnole cramée a subi de faibles variations d'un titre à l'autre...



apparence gratuits, insensés, qui frappent les quartiers eux-mêmes? Car les véhicules qui brûlent sont ceux des habitants...

devient un problème permanent... Quand son nom et même son adresse font obstacle à la recherche d'un emploi...

Les diffusions à tout grin des valeurs libérales

Dès lors, pourquoi s'étonner qu'à ces agressions permanentes on développe soi-même une agressivité...

le monde libertaire

Rédaction-Administration: 145, rue Amelot 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 Fax: 01 49 29 98 59

Bulletin d'abonnement

Table with 4 columns: Tarif (hors série inclus), France (+ DOM-TOM), Sous pli fermé (France), Etranger. Rows for 1, 3, 6 months and 1 year.

Abonnement de soutien: 400 F. Abonnement étranger sous pli fermé: tarif sur demande.

Prénom

Adresse

Code postal Ville

Pays A partir du n° (inclus)

Chèque postal Chèque bancaire

Virement postal (compte: CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris. Directeur de publication: J. Toublat. Service abonnement: 02 35 84 27 17.

Nantes, Metz, Montpellier...

# Facs en cours de privatisation

« L'objectif de ce plan est de favoriser par tous les moyens l'entrée des entreprises dans l'enseignement et par conséquent rentabiliser les filières, les enseignants et les étudiants. »

(Attali au sujet du plan Université du 3e millénaire).

**D**ERRIÈRE LE MOT « rentabiliser », il faut voir une simple soumission à ces volontés. C'est ainsi que des filières non rentables doivent être supprimées, que l'on doit renforcer la sélection avec la remise en cause des diplômes nationaux (diplômes qui n'auront pas la même valeur, la même reconnaissance professionnelle selon l'université).

Effectivement sur Nantes, il y a deux ans, la mobilisation étudiante avait réussi à s'opposer à la fermeture de la filière Histoire de l'art (enseignement parfaitement inutile au regard des intérêts d'un patron ou d'un trafiquant d'armes). Depuis, le Medef siège au Conseil d'Administration de la faculté de Lettres et de Sciences Humaines. Et cette année encore, par souci budgétaire, on cherche à supprimer une filière. Aujourd'hui c'est au tour du Portugais. Des assemblées générales ont été provoquées par le CRU (Collectif de Réappropriation de l'Université, composé de membres de la FA, CNT, Scalp et individu-es) rassemblant ainsi la première semaine entre deux et trois cents personnes. La grève est lancée depuis le 14 mars. Une des caractéristiques de ce

mouvement est bien de ne pas se limiter à une revendication corporatiste sur la stricte filière portugaise.

## Le sabotage de l'UNEF-ID

La volonté générale est bien de résister à la privatisation régulière de l'université, contre la représentation du Medef au sein de l'université, pour la réévaluation des bourses, le refus des pôles d'excellence et une égalité de droits avec les étudiant-es étrangers. L'Unef-id (contrôlée par le PS depuis le milieu des années 80) freine, intervient intempestivement en AG, refusant la possible émergence d'un mouvement global contre la privatisation et donc contre le gouvernement. Fidèle à son

rôle de courroie de transmission, à son rôle de cogestion, l'Unef-id présente au sein du mouvement (ne souhaitant pas se faire déborder, être absente) espère implicitement l'échec de ce mouvement naissant. Les risques d'essoufflement existent d'autant que le combat, pour marquer des points, doit s'étendre au moins à l'échelle nationale. À nous d'essayer de généraliser ce mouvement, qui aura au moins le mérite d'exister, de permettre des rencontres et des échanges, de montrer l'existence d'un réel pôle anticapitaliste sur la fac de Nantes...

À Metz la grève illimitée et reconductible a été votée le 1er mars. Le 6 mars, 2500 personnes manifestaient et le 13 mars, 1500 étudiant-e-s se déplaçaient sur Paris sans pouvoir réellement accéder à la Sorbonne gardée par nos valeureux gardes mobiles. Rejointe par une partie du corps enseignant depuis le 9 mars, la lutte se poursuit sur des revendications claires: gratuité des bus, égalité des droits pour les étudiants étrangers, paiement des aides sociales dès septembre, plus de moyens pour la fac (dédoublement des amphis, construction de cité U)...

Laurent - groupe FA de Nantes

## Mouvement étudiant à Montpellier Actions directes et réflexion

**A** LA FAC DE LETTRES ET Sciences humaines de Montpellier la lutte continue, des assemblées générales ont lieu quotidiennement et rassemblent en moyenne trois cents étudiants. Une manifestation regroupant environ 1500 personnes a eu lieu dans l'après-midi du mardi 13 mars, des sit-in ont été organisés sur deux carrefours. Toutefois, la présence d'un service d'ordre en constante parlementation avec la police n'a pu permettre d'actions imposant une réelle pression face aux instances gouvernementales, ici, le rectorat.

Par ailleurs, une action menée le dimanche 11 mars devant l'Hôtel de Ville a été réprimée par les forces de l'ordre lorsqu'une trentaine d'étudiants ont décidé d'entrer dans le bâtiment. Suite à cette intervention de la police, dont l'enregistrement vidéo a été projeté en assemblée générale, des étudiants ont décidé de se mobiliser sur des actions plus directes; ainsi dans la nuit du 13 au 14 mars, les entrées du bâtiment admi-

nistratif de la fac ont été murées. Cet acte qui a marqué un tournant dans le mouvement n'a pas été apprécié de tous et notamment par les étudiants syndiqués, lesquels se sont désolidarisés de cette action. Le 15 mars, une délégation composée de 3 latos, de 3 enseignants et de 4 étudiants a été envoyée à Paris pour rencontrer Demichel, la directrice de l'enseignement supérieur. Sur place, les représentants du ministères ont fait les radins et n'ont voulu lâcher que 1,5 millions de francs de suite et 4,5 millions sur 5 ans, contre les 4 millions exigés immédiatement.

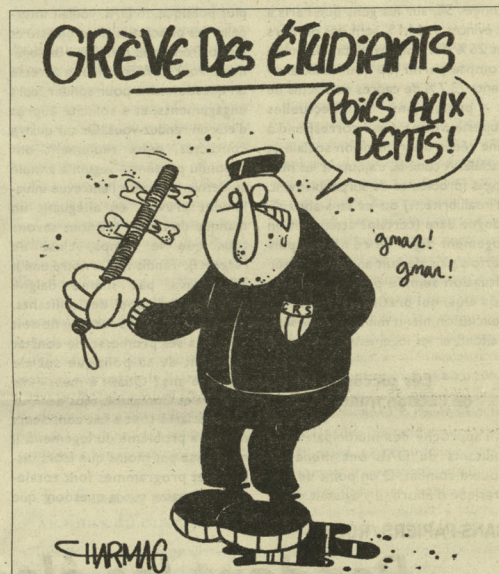
## On ne lutte pas pour des clopinettes

En ce qui concerne les autres revendications comme la construction de locaux, de rajouts de profs, et aussi sur la privatisation progressive des universités, la hausse des bourses et l'égalité entre les étudiants français et étrangers, ils sont restés plus qu'évasifs, quand ils recon-

naissent qu'il existait un problème. Il faut noter que Michèle Weil, la présidente de la fac, s'était rendue incognito à Paris avant la délégation afin de préparer le terrain avec ses compères du ministère. Elle a d'ailleurs profité au passage pour dire aux médias présents sur place qu'elle estimait satisfaisantes les propositions émises par les officiels et qu'ainsi la grève n'avait plus lieu d'être à Paul-Valéry.

Aussi, face au manque de positionnement des syndicats et vu le retournement de veste de la présidente, la lutte peut s'axer désormais plus ouvertement sur des problèmes plus profonds que celui du manque de moyens matériels. Des débats, de plus en plus nombreux sont organisés afin de pouvoir cerner les véritables problèmes de l'éducation, mais aussi sur des phénomènes plus globaux concernant la société dans son ensemble. Actuellement, la grève est menacée mais tout est encore possible.

Frankk - groupe «Un Autre Futur» (Montpellier)



## Faits d'hiver Sweatshop

Il y a deux mois de cela, Jonah Peretti, étudiant du Massachusetts Institute of Technology, répond à une offre de Nike.com qui propose à ses clients de personnaliser leurs chaussures en ajoutant un mot de leur choix au-dessus du logo Nike.

Contrairement à une pléiade de pauvres hères qui s'est empressée (c'était le but de la manœuvre) de payer la peau des fesses pour s'en faire perso ras des paquerettes dans sa quête d'identité collective pour le plus grand bonheur (et le plus grand profit) d'un vulgaire marchand d'étiquettes, Jonah a commandé des Zoom XC à 50 dollars frappés du mot sweatshop. En français, atelier dans lesquels les employés travaillent de longues heures pour un salaire de misère.

Par retour de courrier (e-mail), le service clientèle de Nike s'est empressé de répondre à l'impudent que c'était impossible because...

Pas fâché pour autant, Jonah, toujours par e-mail, leur a répondu qu'il avait choisi ce mot « pour se souvenir du travail des enfants qui fabriquent ces chaussures » et a demandé « qu'on lui envoie au moins, une photo de la petite vietnamienne de 10 ans qui... »

Miracle d'Internet, cet échange de propos a fait très vite le tour du monde et les standards de Nike ont explosé de demandes du même tonneau que celle de Jonah!

Hier encore, j'avais la haine pour les marques et, à la maison, le ton montait fréquemment avec ma « petite grande » à propos de cet engouement des moutons à se balader avec le cul marqué au fer rouge de la marque des maîtres du monde marchand. Aujourd'hui, merci Jonah, nous nous sommes retrouvés d'accord pour acheter les marques sweatshop personnalisées Nike, Adidas... qui commencent à pointer leur nez sur... le marché. Le petit anar que j'essaie d'être préférerait cependant, désolé ma grande, acheter des tatans estampillées « fabriquées par des camarades non exploités ».

T'es pas simple comme garçon papoune!

Jean-Marc Raynaud

## Elections municipales à Toulouse Pas très motivées !

**A** PRES COUP, ON PEUT ESSAYER DE TIRER UN BILAN rapide de ces élections. Car bien des futurs positionnements gouvernementaux seront conditionnés par les résultats, par exemple un peu plus de « vert » dans les directives ministérielles. Il faut quand même souligner le fort taux d'abstention au premier tour de l'ordre de 40%, chiffre d'ailleurs plus élevé dans les quartiers dits populaires.

### Alternative placebo-bo

Pour la presse, le fait marquant de ces élections a été l'apparition de listes alternative ou citoyenne qui frôlent ou dépassent légèrement les 10%. Tout d'abord, il faut relativiser leur nombre et leur nouveauté. Et parler de leur réel implantation électorale. Ainsi Motivés-es qui obtient 12% des voix en moyenne sur Toulouse, voit son score osciller entre 10% dans les banlieues et 15% dans les quartiers « chicos ». Les « bobos » toulousains ont donc bien apprécié le folklore Zebda. L'objectif so-disant « alternatif » est simplement de réconcilier les gens avec la « Politique », avec un jet de strass tels le contrôle citoyen ou la démocratie participative. Sans même évoquer les limites du communalisme, s'il y avait eu, ne serait-ce qu'une once de rupture avec le système électoral, il y aurait eu une critique du mode de scrutin.

Faussement proportionnel, élaboré par Gaston Defferre, il s'applique aux villes de plus de 3500 habitants en donnant une majorité plus que confortable à la liste arrivant en tête et minorant l'opposition si celle-ci a échappé aux effets de seuil (10% pour être présent au second tour et 5% pour obtenir un siège). En effet, si une liste remporte la majorité (absolue ou relative), il lui est accordé illico la moitié des sièges.

Le reste des sièges est attribué à chaque liste (y compris la première), proportionnellement aux voies qu'elles ont rassemblées. Ce n'est pas tout à fait la démocratie américaine et ses grands électeurs qui a fait tant jaser, mais ça y ressemble!

### Et maintenant?

Les élections passées, comme le rappelait l'article du *Monde libertaire* n°1233 « Gérons nos communes nous-mêmes », il faut continuer à se battre pour mettre en œuvre nos principes libertaires et égalitaires en œuvrant notamment pour défendre et étendre la gratuité dans les domaines de la culture, de la santé, des transports en intensifiant le contrôle des différents projets d'urbanisme.

Vaste programme, non électoral celui-là!

Jimma - groupe Albert-Camus (Toulouse)

## DAL: Les enjeux des municipales pour le droit au logement à Paris

VOICI MAINTENANT PLUS DE dix ans qu'existe le DAL (Droit au logement), dix ans au cours desquels cette association s'est développée, et est parvenue à regrouper autour d'elle l'ensemble de la lutte pour le logement. Malgré son activité et son efficacité incontestables, la situation sociale ne s'est pas améliorée au cours de la dernière décennie, pour ne pas dire qu'elle a empiré, et ce grâce aux barrages continus de « nos amis » politiciens et ils sont nombreux ! Depuis 1984 les loyers ont augmenté de 193 %, excluant ainsi du centre de la capitale les habitants les plus démunis (depuis les années 50, sur les gens que Paris a « évincés » : 64,1 % sont des ouvriers et 26 % des employés, tandis qu'on compte parmi les nouveaux arrivants 73,7 % de cadres et d'actifs de « professions intellectuelles supérieures »). Ceci correspond à une réelle discrimination sociale et raciale. À ceux-là, s'ajoutent les mallogés (problèmes de surpeuplement, d'insalubrité...) ou les sans-abris de longue date (certains attendent un logement digne de ce nom depuis parfois plus de huit ans !). Mais leur situation semble peu préoccuper nos élus, qui pratiquent aisément l'exclusion manu militari et laissent s'effondrer les logements sociaux.

### Les succès de l'action militante

À l'approche des municipales, les militants du DAL ont mené un double combat. D'un point de vue pratique d'abord, il s'agissait de se

faire entendre et de continuer à dénoncer la situation déplorable de toutes ces personnes. Le 2 mars dernier, environ 130 personnes (dont 87 enfants) ont pu être relogés dans un immeuble du XV<sup>e</sup> arrondissement appartenant à la Mairie de Paris. Il va sans dire que ceci n'était pas une offre généreuse de la municipalité Tibéri. Remarquons seulement au passage que l'approche des élections a eu comme effet bénéfique d'empêcher la répression.

### Que font les candidats aux municipales ?

D'un point de vue plus théorique et plus politique, le DAL voulait interpellé les principales têtes de liste et les confronter au problème du logement. Pour ce faire, il leur a adressé un questionnaire pour sonder leurs engagements, et a sollicité auprès d'eux un rendez-vous. Or sur quatre contacts, deux seulement ont répondu présents. Séguin a annulé au dernier moment l'entrevue initialement prévue, en alléguant un manque de temps (et nous savons tous que le temps, c'est de l'argent !). Tandis que « notre ami » Tibéri n'a pas même daigné répondre à l'appel des militants. Peut-être avait-il peur que ne soit opposé à ses promesses le constat accablant de sa politique sociale depuis 6 ans ? Quant à messieurs Delanoë et Contassot, tous deux se sont déclarés tout à fait conscients du grave problème du logement. Il n'en reste pas moins que leurs discours et programmes font totalement l'impasse sur la question : que

faire alors de promesses non formulées ? Quand on sait que même celles qui le sont n'aboutissent pas...

### « Intervenir sans relâche... »

Bref, la situation stagne. Le DAL doit faire de son mieux, au jour le jour, pour remplir une tâche qui incomberait normalement aux élus politiques. Devant cette évidente hypocrisie, les militants du DAL que nous avons rencontrés, nous ont dit vouloir poursuivre dans ces deux directions. « Maintenir la pression » afin que, petit à petit, des familles puissent continuer à être relogées. Et dans le même temps, engager une réelle confrontation avec les élus en place, dans le but de dénoncer la non-application des lois adoptées par l'Assemblée nationale ces der-

nières années, sachant qu'ils les ont parfois votées eux-mêmes !

Les militants ont réaffirmé leur non-engagement politique, qui est un des principes de base énoncés dans la « Charte de Droit au Logement ». Leur priorité reste, de façon très pertinente, le relogement des mallogés et des sans-abris. Ils ne sont pourtant pas dupes de certaines tentatives de récupération, opérées par des militants de gauche qui viennent les soutenir et les féliciter quand le travail est fini ! Rappelons pour mémoire que lors de l'affaire des exclus de l'Impasse des Primevères en décembre dernier, le maire MDC du XI<sup>e</sup> arrondissement était resté sourd à leurs requêtes. La réalité cependant ne change pas, quoi qu'en disent nos chers élus : les taudis de la mairie de Paris existent bel et bien, et les immeubles vacants

aussi (très exactement 136 554 logements vides à Paris). Devant cette insouciance généralisée de nos élus face aux problèmes sociaux, nous ne pouvons que rappeler qu'une ville est avant tout un lieu d'habitation. Et un homme politique, au sens étymologique et normatif du terme, est d'abord quelqu'un qui doit se préoccuper de la ville et de ses habitants. Il serait bon de ne pas l'oublier. Les militants du DAL tiennent des propos très justes, quand ils disent essayer de gérer d'abord la détresse humaine - tâche bien sûr la plus urgente.

Mais il ne s'agit pas ici d'une tentative de récupération politique, mais d'un réel encouragement fraternel que nous tenterons de concrétiser, le plus souvent possible, sur le terrain.

Fabrice. - Claaaash (Paris)

## Grève de la faim des Kurdes à Montpellier Ni expulsion, ni régularisation

DEPUIS LE 19 FÉVRIER, À Montpellier, 20 Kurdes sont en grève de la faim pour obtenir une régularisation globale de leur situation. Le gouvernement français, par la voix du préfet attend. Il attend sans doute de vérifier leur volonté à se mettre en danger, alors que les premiers troubles irréversibles dus à la dénutrition et à la déshydratation commencent à apparaître, alors que trois d'entre eux ont été hospitalisés mais ont refusés les soins à l'hôpital, alors que certains d'entre eux sont descendus à 6 de ten-

sion... Est-ce qu'attend le gouvernement français un mort pour tester leur détermination ?

Pendant ce temps-là, la préfecture a proposé, dans sa logique de division, de régulariser six d'entre eux sur des critères « humanitaires » complètement arbitraires. Pourquoi eux six, pourquoi pas les autres, le Kurdistan serait moins dangereux pour certains, l'armée turque plus amicale ? Non, comme le souligne elle-même la préfecture, ces hommes et ses femmes sont bel et bien en danger en Turquie. C'est pour cela que dans son infinie hypocrisie, l'État français ne veut pas régulariser collectivement les Kurdes, mais s'est également engagé à ne pas les expulser vers la Turquie ! Voilà bien une insupportable incohérence.

L'État français reconnaît la barbarie de l'État turc, continue à lui vendre des armes, notamment des hélicoptères de combats, refuse d'expulser des réfugiés sur son territoire et ne veut pas les reconnaître comme réfugiés politiques. On a donc, sur le territoire français, des

personnes reconnues par la préfecture comme résidents en France, mais sans-papiers. À l'instar des parents d'enfants français, ils ne sont ni expulsables, ni régularisables. Comment vont-ils vivre, trouver un logement, comment vont-ils se soigner, comment vont-ils faire avec leurs enfants...

Si le soutien s'accroît, au travers de rassemblements quotidiens, de manifestations, de plus de 7000 signatures de pétitions, d'envoi de lettres aux autorités, de Français observant des jeûnes solidaires de quelques jours, il devient urgent de trouver une sortie à cette crise.

La seule sortie juste est celle que demandent les grévistes de la faim, la régularisation globale et politique de tous les cas.

Marc. - groupe « Un Autre Futur » (Montpellier)

Contactés grévistes : 06 88 86 43 85 tel/fax : 04 67 79 34 60  
Contact collectif de soutien : 06 70 26 76 63  
www.chez.com/copamar34/kurdes.html

### SANS-PAPIERS/ROUEN

## Pendant les élections, les arrestations ont continué

EN DÉBUT D'ANNÉE, LA PRÉFECTURE DE SEINE Maritime, la CAF et la Commission d'accès à la citoyenneté faisaient parvenir à l'ensemble des associations du département, un joli calendrier « Metiss'Art 2001 » dans lequel de préfet tenait un discours sur « le pari de la fraternité, de l'échange, du partage » et affirmait que le « métissage est facteur d'esthétisme et de citoyenneté ». Bref, un de ces discours humanistes comme savent les pondre, quand le besoin se fait sentir, nos énarques et hommes de service de l'État. Pendant qu'il envoyait ce texte, le préfet adressait une fin de non recevoir au Collectif des sans-papiers de l'agglomération rouennaise, refusant la majeure partie des étrangers ayant déposé une demande de régularisation (près de deux cents).

Après un an de lutte, de manifestations, d'occupations, de soutiens divers et variés, la préfecture n'a pas cédé d'un pouce. Pis, depuis quelques semaines, d'une part l'accueil à la préfecture s'est dégradé, mais d'autre part les contrôles et les interpellations se sont multipliés.

### Dernière affaire en date : l'arrestation de Mustapha Gueye

Le mardi 6 mars, Mustapha se rend à la convocation de la police de l'air et des frontières où il se fait arrêter. Mustapha Gueye, de nationalité sénégalaise, membre du Collectif des sans-papiers, vit en France depuis 1989. Il a adressé une demande de régularisation le 7 septembre 2000. Malgré différentes démarches du Collectif ainsi que de l'ASTI et de son avocate, la préfecture lui envoie un courrier le 9 janvier indiquant que l'intéressé n'avait jamais déposé de dossier. Le 6 mars, en se rendant à la PAF, Mustapha pense que les choses se sont arrangées.

Dès l'annonce de son arrestation, des manifestations ont lieu quotidiennement (rassemblant peu de monde, à cause de la rapidité des faits), devant la préfecture et devant le centre de rétention. Le 8 mars, au matin, Mustapha est emmené par Roissy mais le consul du Sénégal refusant de signer le laissez-passer, le car de police fait demi-tour sur l'autoroute et Mustapha retourne au centre de rétention de Rouen. L'après-midi, une manifestation a lieu devant le tribunal d'instance où le juge consigne Mustapha cinq jours supplémentaires en détention.

Le samedi 10, une manifestation a de nouveau eu lieu, rassemblant beaucoup plus de monde, mais rien n'y fait. Le dimanche 11, avant l'ouverture des bureaux de vote, Mustapha est de nouveau emmené vers Roissy. Cette fois, c'est très dur de mobiliser les troupes : trop de militants étant investis dans le jeu électoral. Arrivé à Roissy, Mustapha refuse de monter dans l'avion. Il est alors conduit à Bobigny pour être jugé. Le 12 au matin, le tribunal le libère mais ce n'est pas une victoire car il devra passer en procès début avril à Rouen. Cette fois il risquera une peine de prison et l'interdiction du territoire.

Des histoires comme celle-ci sont de plus en plus courantes en ce moment (voir ML précédents). La seule solution pour finir avec de tels actes, est la (re)constitution d'un mouvement au niveau national, voire européen, comme lors des lois Pasqua et Chevènement. Le mouvement est actuellement trop dispersé et dénué pour réussir. Ce qui n'empêche qu'à chaque fois il faut se mobiliser pour que de tels actes ne se reproduisent pas.

Jean-Pierre Levaray. - groupe de Rouen

## crises de foi

### Il l'ont fait ou dit

6666 sourates, soit la totalité du Coran, ont été calligraphiées, en exemplaire unique, avec le sang de Saddam Hussein en guise d'encre. Le président irakien a donné son sang durant trois ans pour produire cet ex-voto. Sans doute a-t-il fait cela pour déculpabiliser, car du sang, il en a fait couler. Les Kurdes et les opposants à son régime pourrout vous le dire.

Le président du Liberia, Charles Taylor, a, quant à lui, une explication sur les inondations qui ont frappé la Grande-Bretagne. Ce n'est pas dû à des causes climatiques particulières, ni au réchauffement de la Terre. Point du tout. Il s'agit d'une punition divine, rien que ça ! « Les Britanniques ont réussi à arrêter l'aide européenne au Liberia. Mais je suis chrétien, alors Dieu a envoyé les inondations en Grande-Bretagne ». CQFD.

Quant à Poutine, qui recherche une soutien et une cohésion sociale autour de son État, il a trouvé un superbe allié, l'Eglise. Il l'a dit ainsi : « Je suis fier d'appartenir à l'Eglise orthodoxe russe. Ma foi me donne une morale et le calme intérieur ». Qui lui permet sans aucun remord d'envoyer de pauvres troupes se faire tuer dans le conflit tchétchène, pour une sombre histoire de pétrole... alors que l'armée russe torture et exécute des innocents, sur les ordres de Poutine, celui-ci nous parle de son calme intérieur et de sa morale... meurtrière, mais chrétienne ! Franchement au vu de ces nouvelles, il n'y a pas à dire : on est gouvernés par des cons, mais croyants, nous voilà rassurés !

Régis Boussières. - groupe Kronstadt (Lyon)

Vite fait...

Les femmes, la violence et la guerre

Soutien. Pour la revalorisation des salaires et la défense des retraites, les 8 organisations syndicales de la fonction publique appellent à une journée de grève et de manifestation le 22 mars.

Esclavage moderne. Un couple des Yvelines a été inculpé pour emploi et hébergement d'une personne irrégulièrement présente sur le territoire français...

La mondialisation, c'est aussi ça. Un premier cas de fièvre aphteuse a été découvert dans la Mayenne, un autre en Argentine, tandis qu'en Grande-Bretagne, le nombre de foyers frôle désormais les 170.

Un avion de guerre américain a largué par erreur un bombe au Koweït. Résultat : 6 soldats tués dont 4 américains et un néo-zélandais.

En Algérie, les fous de Dieu ne détruisent pas les statues, mais comme en Afghanistan assassinent tous ceux et surtout celles qui ne leur obéissent pas...

C'était en Belgique, ça pourrait être en France. Plus de 20000 fonctionnaires ont manifesté le 14 mars pour la défense de leur statut...

La direction de l'Humanité, toujours en proie à d'importantes difficultés financières, malgré les cadeaux et subventions accordés par le gouvernement gauche...

Un bateau transportant une soixantaine de clandestins a fait naufrage au large de Porto Rico. 57 personnes sont mortes noyées.

Le groupe Daimler-Chrysler (automobile) a décidé de supprimer 26000 emplois pour tenter de redresser la situation du groupe...

Jacques Attali, ancien conseiller de Mitterrand, a été mis en examen pour recel d'abus de biens sociaux et trafic d'influence dans l'affaire du trafic d'armes avec l'Angola.

... bien fait

Envoyez vos brèves à monsieur.pol@wanadoo.fr

Et si la grande guerre de tous temps, était la guerre destinée aux femmes... celle qui tue plus de femmes au monde que le cancer ou les accidents de la route...

Par ailleurs, dans Le Monde du 13 janvier 1993, V. Nahum-Grappe écrit au sujet de la Bosnie: Une définition ethnique du groupe se fonde sur la maîtrise de la circulation du sperme.

Le viol, arme de guerre

Dans l'ouvrage de Madeleine Gagnon, Anda, étudiante albanaise travaillant dans un centre d'aide pour femmes et enfants du Kosovo raconte: Il y a eu des centaines et de centaines de violés ici par des soldats, des milices et les paramilitaires serbes...

Toujours dans le même ouvrage, Mangalika du centre d'étude en sciences sociales de Colombo (Sri Lanka) explique le drame du peuple tamoul et dit: Je comprends le sacrifice des femmes-bombes tamoules. Je comprends celui des femmes violées. Comme elles ont perdu la pureté de leurs corps, les guerriers viennent les chercher pour rejoindre les commandos kamikazes.

Les femmes, premières victimes du capitalisme

Très tôt, pour l'ex-Yougoslavie, des féministes du monde entier se sont mobilisées pour dénoncer ces crimes, des rapports accablants ont été établis, des résolutions adoptées mais il a fallu attendre le 22 février 2001 pour que le PTY rende un verdict qualifié d'historique...

Provocations et violences policières

En fait, le même « individu excité » s'en était pris à un autre véhicule occupé par un couple et des enfants qui, manque de chance pour lui, n'avaient rien à voir avec la manifestation mais qui en revanche, pensaient, eux, être bloqués par un gréviste et qui ont forcé le barrage.

Par ailleurs, dans Le Monde du 13 janvier 1993, V. Nahum-Grappe écrit au sujet de la Bosnie: Une définition ethnique du groupe se fonde sur la maîtrise de la circulation du sperme.

On est passé du viol collectif au viol sur ordre dans l'entreprise de purification ethnique, car si les femmes de toutes les parties étaient concernées, les femmes musulmanes l'étaient d'une façon beaucoup plus massive.

De même en Tchétchénie, dans les camps de filtration ou les prisons, les femmes sont violées, les hommes émasculés, l'épuration se fait par le sexe, par un acte sadique au pouvoir mortifère. Au début du conflit, Poutine parlait « en homme » de « poursuivre l'ennemi jusque dans les chiottes ».

L'obsécité des propos guerriers « virils » forge le lien entre sexualité et politique et induit la haine sociale, haine et violence que ces mêmes guerriers retournent contre leurs propres femmes et enfants. Les centres d'aide aux femmes battues sont débordés.

Très tôt, pour l'ex-Yougoslavie, des féministes du monde entier se sont mobilisées pour dénoncer ces crimes, des rapports accablants ont été établis, des résolutions adoptées mais il a fallu attendre le 22 février 2001 pour que le PTY rende un verdict qualifié d'historique...

Nelly Trumel (Femmes libres - Radio libertaire)

- (1) Libération du 19 octobre 1993
(2) Libération du 2 novembre 1993
(3) Libération du 26 octobre 1993
(4) Le Jour du 29 octobre 1993
(5) Le Monde du 24 février 2001
(6) Libération du 16 mars 2000

Ecole de Guyane... Regrets éternels!

C'EST PAR UNE COURONNE FUNÉRAIRE portant cette inscription, accompagnée de quelques banderoles dont une de l'ASFALTE et plusieurs manifestants enseignants et parents d'élèves dont certains habillés en grand deuil, qu'a été accueilli le recteur Bellegarde à l'aéroport de Cayenne Rochambeau le jeudi 8 mars.

Quand la famille a voulu porter plainte, la police a exigé d'elle que ce soit contre X, alors que les agresseurs ont été clairement identifiés au moment des faits par la PAF.

En fait, le même « individu excité » s'en était pris à un autre véhicule occupé par un couple et des enfants qui, manque de chance pour lui, n'avaient rien à voir avec la manifestation mais qui en revanche, pensaient, eux, être bloqués par un gréviste et qui ont forcé le barrage.

136 554 loge... Devant cette... de nos élus... sociaux, nous ne... qu'une ville... d'habitation. Et... au sens étymo... du terme, est... doit se précé... ses habitants... s'oublier. Les... nent des pro-an... ils disent... ord la détresse... en sûr la plus... ci d'une tenta... politique, mais... ment fraternel... de concrétiser... ble, sur le ter... ash (Paris)... par la préfecture... éiens, mais sans... nances d'enfants... expulsables, ni... ont-vont-ils... ont-ils faire avec... ue, au travers de... éiens, de manifés... 00 signatures de... ntes aux autori... vant des jeunes... jours, il devient... e sortie à cette... te est celle que... es de la faim, la... e et politique de... Autre Futur (Montpellier)... 86 43 85 tel/fax... n: 06 70 26 76 63... 4/kurdes.html... foie... en exemplaire... sident irakien... doute a-t-il... Kurdes et les... plication sur... à des causes... nt du tout. Il... réussi à arrêter... a envoyé les... sociale autour... : Je suis fier... morale et le cal... pauvres trouf... histoire de... sur les ordres... orale... meur... y a pas à dire... !... mstadt (Lyon)

# L'imposition du capitalisme comme modèle unique

L'UNION EUROPÉENNE AINSI que les organismes mondiaux (FMI, BM...) font pression sur les pays tels que la Roumanie et la Pologne dont les gouvernements ont l'intention d'entrer dans l'Union européenne et ont commencé une transition capitaliste pour rattraper leur « retard » économique, industriel et agricole et ratifier les différents accords européens. L'Union européenne montre son vrai visage libéral, autoritaire et sécuritaire.

## L'exemple polonais

En juin 2000, onze dossiers étaient « provisoirement » clos, contre dix-huit restant à négocier et portant sur la circulation des marchandises, des personnes et des capitaux, le droit des sociétés à la concurrence, la fiscalité, l'agriculture, la pêche, les douanes, l'énergie, la culture, l'environnement... et la question de Schengen. En effet, l'Union européenne – en particulier la France – prône des contrôles renforcés avec informatisation des données, hélicoptères furtifs, camps de rétention. Compte tenu de l'adhésion de la Pologne à l'OTAN et de l'appui du gouvernement polonais lors des bombardements de la Yougoslavie, ce genre d'évolution pourrait pousser les peuples d'Eurasie à s'enfermer dans un repli nationaliste. Cette évolution est opposée aux échanges mutuels qui se font avec les pays frontaliers (Biélorussie, Russie, Ukraine) et à la culture commune qui existe. L'éveil d'une méfiance envers ceux qui viennent de l'Est est imputable à des campagnes insidieuses sur fond d'insécurité et d'épidémies sur les chaînes publiques et dans les journaux libéraux. Le libéralisme réel risque de provoquer un sentiment xénophobe.

La Pologne est contrainte de financer elle-même l'adoption de « l'acquis communautaire » de l'Union européenne. Ainsi les budgets sociaux ont été rognés, seules augmentent les dépenses liées aux achats d'armes occidentales « OTAN-compatibles » ou à l'adoption de l'« acquis communautaire » et au verrouillage des frontières. Dans ce sens, le grand poste de Koroszczyn de la frontière orientale a été modernisé avec 87 millions d'euros, 130 caméras automatiques.

La transition capitaliste a déjà été mise en place depuis plus de dix ans. Le plan Balcerowicz mêle des mesures structurelles dont le but est de sortir le pays de l'économie administrée (libéralisation des prix et du commerce extérieur, convertibilité monétaires) et des mesures conjoncturelles, destinées à casser la dynamique d'hyper-inflation héritée de la gestion communiste (vérité des prix par la suppression des subventions à la consommation, contraction des dépenses publiques). Les infrastructures d'une économie de marché se sont progressivement mises en place. Les banques financent les entreprises, les relations contractuelles sont réelles et l'État a trouvé assez de légitimité pour jouer son rôle de régulateur.

La restructuration des grandes entreprises n'est pas achevée, notamment dans le secteur minier et l'industrie lourde, qui demeurent fortement subventionnés. Malgré des grèves consécutives, elle progresse tout de même via la privatisation de nombreuses entreprises au profit de firmes européennes et internationales. Le capital étranger contrôle 76,9% du secteur bancaire en terme de fonds propres. Les meilleures entreprises ont souvent été vendues au-dessous de leurs valeurs : parfois l'outil productif a été simplement cassé. Exemple : les jus de fruits Hortex ont été rachetés par des américains qui ont gardé 300 ouvriers sur les 3000 qui y travaillaient. Ils mettent en bouteilles du jus de fruits concentré qui vient des États-Unis et les paysans n'ont plus où vendre leurs fruits. Ses restructurations ou réformes à terme vont faire disparaître plus de 280 000 emplois dans les mines à l'échéance 2002. La paix sociale a de toute façon été achetée à coup de prétraitements ou en versant un capital d'environ 100 000F ou par requalification (intérêt faible chez les intéressés). Mais quand les effets de ces mesures s'estomperont, le chômage augmentera de façon brutale.

### Un-e polonais-e sur trois au seuil de la misère

L'agriculture, posant un problème à l'adhésion à cause de sa productivité insuffisante (3,2 millions de petits paysans, 75% des paysans ont une autre activité, un actif sur quatre « a un pied dans la terre »), sera restructurée comme il se doit sur le modèle productiviste de nos pseudo-démocraties. Seuls 20 à 30% des agriculteurs devraient survivre aux réformes. À l'inverse des groupements d'agriculteurs se montent en coopératives dans les pommes, les fruits rouges et le lait avec une volonté de qualité près de Cracovie.

Beaucoup d'entreprises, attirées par une main-d'œuvre peu coûteuse et qualifiée, ont profité de cette situation pour s'implanter en Pologne. 800 entreprises ont injecté près de 40 milliards de dollars en dix ans avec en tête, les entreprises françaises (France Télécom, Vivendi, Carrefour, Leclerc, Géant, Auchan) avec 10 milliards de dollars cumulés. La grande distribution en Pologne est d'ailleurs ouverte 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 ; ça laisse du temps pour faire la queue.

Malgré des résultats de croissance spectaculaires, les polonais-sont sceptiques et nous les comprenons. Les effets de la mondialisation et de l'adaptation aux normes de Maastricht exigent de leur part un effort accru par le biais de mesures du gouvernement d'Alexandre Kwasniewski social-démocrate et ex-communiste. Déjà, les dérivés dues à la transition capitaliste sont visibles.

Le chômage est remonté à plus de 13% en 2000 (9,5% en 1998 ; 16,9% en 1994) et les restructurations prévues ne sont pas finies ; ce qui augmente le mécontentement grandissant car la croissance s'est accompagnée d'une polarisation sociale et de la réapparition de différences régionales. Ainsi, le taux de chômage dans certaines régions dépasse 20%.



Selon un sondage récent, un-e polonais-e sur trois est pauvre avec 348 zlotys (580 F) au plus par mois. Le salaire minimum n'est encore que de 1100 F mensuels. Le salaire moyen d'un fonctionnaire de 1650 F. À côté de cela, un loyer moyen à Cracovie atteint 850 F, 40 litres d'essence 230F, la plus petite occasion automobile (ex : Fiat 126 polonaise) 6 600 F. Appauvris, les polonais-es consomment à crédit à des taux de 20% et s'épuisent.

Concernant la santé et l'éducation, ils-elles payent chèrement les défaillances de services publics démoralisés (un-e jeune prof touche 1150 F, un-e jeune infirmier-ère 1100 F...) en devant recourir au privé alors que les services de recrutement s'arrachent les jeunes cadres diplômés qui se font 1 à 2 millions annuels.

## L'exemple roumain

La Roumanie fait également partie de la première vague de pays de l'ancien bloc de l'Est désireux d'adhérer à l'Union Européenne. Contrairement à la Pologne, la situation est nettement moins bonne et les pressions sont identiques. En janvier 2001, sur les trente-et-un chapitres de l'« acquis communautaire », seuls six étaient clos. L'adoption de cet acquis exerce une pression économique désastreuse sur la population. Malgré tout, le gouvernement du président Ion Ilescu et du Premier ministre Adrian Nastase veut poursuivre les négociations à un rythme soutenu. Il vise dans l'adhésion la stabilité économique et une image bénéfique au sein de la population. D'un autre côté, un accord de « stand-by » de plus d'un an doit être conclu avec le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale après la suspension du précédent en raison de la lenteur des privatisations. Le gouvernement ex-communiste revendiquant l'étiquette social-démocrate depuis 1993 a l'intention de contenir le déficit budgétaire à 5% et l'inflation à 20% contre 40% en 2000. De plus, les négociateurs capita-

listes ne se montreront pas inflexibles sachant que les « sociaux-démocrates » représentent la seule force politique pouvant contrer l'extrême droite Romania Mare (Grande Roumanie). Cela n'a rien de rassurant.

### La percée de l'extrême droite

Les causes de la percée de cette formation xénophobe, antisémitaire, anti-tsigane, anti-magyare et de son dirigeant Corneliu Vadim Tudor (deuxième place au premier tour des élections présidentielles, 87 députés et 42 sénateurs dans l'arène parlementaire) sont imputables à plusieurs facteurs.

D'abord des négociations avec les Quinze sur la sécurisation des frontières avec la Moldavie en vue de l'instauration de visas vont à l'encontre des réalités sociales mais appuient les thèses nationalistes. M. Tudor s'appuie, quand à lui, sur un profond mécontentement social dû aux frustrations de dix ans d'une transition socialement très coûteuse qui font suite à quarante-cinq années de national-communisme, sur la complaisance des médias, sur le discrédit croissant pour la classe politique souvent trempée dans des affaires de corruption et un ressentiment diffus sur un Occident donneur de leçons.

Nous pouvons également ajouter une désaffection de la population à l'égard du politique comme le souligne le fort taux d'abstention aux dernières élections et un électeurat ouvrier désespéré par le chômage (10,5% en moyenne nationale et 25% dans certaines régions industrielles en cours de restructuration) qui sont tentés par les thèses de Romania Mare. Enfin, le ressentiment social risque d'accroître l'hostilité déjà présente à l'égard d'un autre bouc-émissaire : les Roms (plus d'un million de personnes).

### Ni grève ni syndicat... et salaires de misère

Comme pour la Pologne, les capitalistes aux dents longues ont su tirer partie de la situation en Roumanie. Une main d'œuvre à très bas prix, jamais de grèves : la Roumanie fait figure de terre promise pour les entreprises européennes. D'ailleurs, les entreprises italiennes y font travailler 250 000 personnes et les industriels de Trévise (Nord-Est de l'Italie) ont tenu un congrès à Timisoara.

En visite dans un paradis hyper libéral, le ministre des finances italiens, Vincenzo Visco était plein d'enthousiasme. Il a de quoi : 400 fournis qui triment fébrilement pour un dixième du salaire italien, pas une minute de grève, pas de syndicat, une liberté totale de licenciement et des camions qui font la navette avec du cuir de Trévise et repartent avec des cartons de chaussures de la marque Geox estampillés *made in Italy*. Avec une arrogance à gerber, l'inventeur de la chaussure Geox, explique son choix d'implantation : « on trouve ici des personnes prêtes à travailler pour moins de 200 000 liras par mois (moins de 700 F) ». On dit déjà que 9500 entreprises italiennes ont été enregistrées en Roumanie (2000 originaire de Trévise) et qu'elles ont investi 350 millions de dollars.

Une colonisation que l'on peut qualifier d'agressive. La souplesse du coût du travail permet en effet de monter une entreprise en quelques semaines lorsque la bureaucratie est arrosée comme il faut, grâce aussi à un système fiscal bienveillant comportant des zones franches où l'impôt est réduit à néant. Nous pouvons également dénoncer les réseaux peu scrupuleux qui se sont montés, attirés par le marché de la prostitution et le sexe plus facile et moins cher.

Pour conclure, suite aux deux exemples, nous pouvons voir se profiler l'Europe forteresse, libérale et autoritaire qui impose ses points de vue sans tenir compte des réalités sociales et culturelles pouvant exister dans les pays membres ou dans les pays en passe de le devenir. Pour ces derniers, la transition capitaliste a apporté et apportera son lot de misères, d'inégalités sociales et de désillusions. Les gouvernements de pays comme la Pologne et la Roumanie misent gros sur leurs adhésions mais s'ils échouent, la population va payer les dégâts de ces spéculations économiques à moyen terme. Sans oublier que cette situation profitera de toute façon aux mêmes qui créent la misère, le chômage et les inégalités sous couvert de gouvernements sociaux-démocrates complètement à leurs bottes.

L'alternative ne peut que venir de la volonté de prendre en main sa vie. Pour appuyer des initiatives dans ce sens, nous devons d'apporter notre solidarité aux anarchistes et plus généralement aux libéraux et dénoncer le système capitaliste dans son ensemble et ses collaborateurs sur le monde entier.

Nicolas. – liaison Melun

# Cette vilaine affaire Stavisky

LECTURE

**L**ES HISTORIENS ANGLAIS ET plus généralement les historiens anglo-saxons portent sur notre histoire contemporaine, un regard différent de leurs collègues hexagonaux. Ces dernières années, ils ont ainsi produit des ouvrages originaux et pertinents sur la Commune ou sur la Collaboration. Paul Jankowski est un historien anglais qui s'est intéressé à ce que l'on a coutume d'appeler l'affaire Stavisky. Une affaire de scandale politico-financier qui ébranla les fondements du régime dans l'immédiate avant-guerre. Même si les situations ne sont pas totalement transposables (les années 1930 ne sont pas les années 90) le lecteur pourra trouver dans les principaux auteurs, mais aussi dans la mise en place des mécanismes bien des similitudes et des ressemblances avec les personnages qui aujourd'hui apparaissent dans ce que l'on a coutume d'appeler « les affaires ».

On notera au passage que notre historien reconnaît que son travail a été grandement facilité par l'abondance des archives disponibles, ce qui peut sembler étonnant dans une telle affaire. Si en tant qu'anarchiste, on peut en porter des conclusions différentes de celles de Paul Jankowski, l'analyse du phénomène Stavisky qu'il effectue reste particulièrement intéressante.

Stavisky est au départ un petit truand escroc qui après avoir connu la prison s'est bien juré de ne pas y retourner. Ses escroqueries et combines restent, pour- rait-on dire, du genre classique: vente d'un bouillon soupe le P'tit Pot, d'une liqueur la Jurançonne, dont les clients ne voient jamais la couleur. Il lancera et assurera la promotion d'un réfrigérateur, le Phébor, qui fonctionne sans électricité, par "absorption", système qui vise essentiellement à absorber

l'argent des gogos. Petites combines aux profits relativement modestes mais qui vont lui permettre de se rendre compte de l'importance du pouvoir de la presse, de la publicité, et surtout de la nécessité d'avoir de solides relations sociales. Stavisky comprend qu'on peut vendre n'importe quoi, même ce qui n'existe pas, si l'on est en mesure de le faire connaître et de le faire cautionner par des politiques, des journalistes, avocats, un général, un ministre ou un ex-ministre, etc.

Ce qui compte c'est d'avoir l'air sérieux et crédible -Stavisky « Moi, j'ai deux cent millions de dettes et je vis dans la tranquillité la plus parfaite. » Un sérieux qui a un prix, tel journal ou tel rédacteur qui se met à devenir trop curieux, change rapidement de point de vue, en empochant un contrat publicitaire avantageux ou plus simplement une enveloppe bien garnie. Pour peaufiner la chose, on accompagne cette mise en scène d'un train de vie en adéquation avec les affaires que l'on est susceptible de traiter, hôtels et restaurants de luxe, grosses voitures avec chauffeur, sorties, casinos.

Qui oserait mettre en doute le sérieux des affaires d'un monsieur qui partage son repas avec le député, tel ex-ministre, ou qui perd des millions en une soirée au casino.

Cette vie qui lui permet de côtoyer un monde qui le fascine plus peut-être que le goût de l'argent, va entraîner Stavisky à monter sa plus grosse combine, celle qui entrainera sa perte: celle des crédits municipaux. Le mécanisme consiste à faire émettre des bons remboursables avec de solides intérêts par des crédits municipaux (monts-de-piété, en argot "ma tante"). Ces bons sont garantis et gagés sur des émeraudes dont la majorité bien entendue est

fausse et ne vaut rien même si certains amis de Stavisky en garantissent l'authenticité (c'est là que réside la subtilité). Tout le talent de Stavisky consistera à renouveler l'opération dans plusieurs villes: Orléans, Bayonne. Cela, avec la complicité active ou passive d'un certain nombre de personnages politiques locaux qu'il se fait fort d'arroser et qui ferment les yeux. Mais il est évident que l'argent empoché, à un moment ou à un autre, les acheteurs vont vouloir toucher les dividendes de ces bons aux intérêts si intéressants.

Le système fait qu'il faut se lancer en permanence dans d'autres activités du

même ordre pour « apaiser » certains clients plus impatientes que d'autres et qui s'émeuvent sérieusement sur le sort de leur argent. Toujours à la recherche d'argent frais, l'escroc tentera même une opération en Hongrie destinée à le doter d'une stature de financier international.

Le cas Stavisky frappe surtout par sa durée. Pendant des années, Stavisky réussit à tromper son monde sans gros problème. Il doit cette impunité à sa capacité à comprendre la façon dont fonctionne la justice. Il use avec art, de ses lenteurs et de la faiblesse des magistrats plus désireux de faire avancer leur carrière que la justice. Il utilise au mieux

les possibilités qui lui sont offertes de faire durer la moindre procédure qui vient à le menacer.

La rivalité entre les différents services de police, préfecture de la Seine et Sureté nationale lui permet également de passer au travers des mailles du filet pendant des années (rien de neuf sous le soleil). La fin de l'histoire a moins de panache: « Stavisky se suicide d'une balle qui lui a été tirée à bout portant » titre le Canard Enchaîné. Une conclusion que ne partage pas l'auteur.

Jacques Bonhomme

Cette vilaine affaire Stavisky - Histoire d'un scandale politique. Paul Jankowski. Fayard, 140 F.

## « Mon cher Tucker... »

Lettres de John Henry Mackay à Benjamin R. Tucker

**Q**UI SE SOUCIE ENCORE aujourd'hui d'écrire des lettres dans notre monde de communication aux formes les plus variées ?

Quelle est par ailleurs la portée, l'intensité, la véricité des échanges que nous avons ? Alors, toi ça va ? oui, moi ça va et toi ? Bien ! Et bien, tant mieux... on le dit au téléphone, on l'écrit par Internet, on l'inscrit au dos d'une carte...

La correspondance fut au XIX<sup>e</sup> siècle et au début du XX<sup>e</sup> siècle le moyen de communication par excellence. Elle est une source unique et précieuse de renseignements sur une époque, sur la vie des épistoliers, pour peu que ceux-ci aient pris le soin de la conserver. John Henry Mackay avait pourtant pris des dispositions testamentaires pour que sa correspondance soit détruite après sa mort. Il avait prié les destinataires de ses lettres d'en faire de même. Une partie des échanges épistolaires entre Mackay, l'anarchiste individualiste et poète allemand et Tucker, l'anarchiste américain et rédacteur de « Liberty », est aujourd'hui dispo-

nible. Une amitié réelle de plus de quarante ans liait les deux hommes. Les lettres qui nous sont présentées couvrent certes des faits plutôt banals (quand est-ce qu'on se reverra, comment ça va, quels sont tes projets...) mais elles éclairent aussi la vie quotidienne de Mackay car il se confiait ouvertement à Tucker.

Malgré la misère inquiétante et la nécessité existentielle, Mackay restera fidèle jusqu'à son dernier souffle

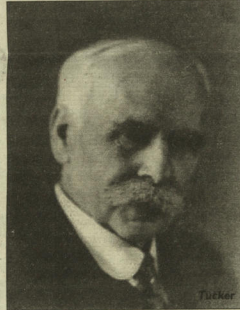
à l'idéal libertaire et à la lutte d'émancipation qu'il menait depuis longtemps. C'est finalement une œuvre humaine qui se dégage de la correspondance: on peut approuver ou désapprouver certains faits, certaines attitudes, certaines prises de position. L'important est de bien comprendre le raisonnement du personnage. John Henry Mackay reste un inconnu pour beaucoup d'entre nous.

Il est méconnu dans son pays d'origine, l'Allemagne, et on ignore tout de son engagement pour la non-violence, pour l'amour libre, pour le respect du vivant: 200 cartes postales et lettres sont réunies pour aider à découvrir ou à redécouvrir cet anarchiste oublié.

Notons au passage qu'il existe en Allemagne, une « Mackay Gesellschaft », dont « Espero » est une des publications. « Espero » a d'ailleurs contribué à l'édition de cette correspondance.

Martine. - Liaison Bas-Rhin

Lettres de John Henry Mackay à Benjamin R. Tucker. Karin Kramer Verlag Berlin, env. 180 pages, 32 DM.



## Les œuvres complètes de Bakounine sur CD-ROM

**M**ICHAËL ALEKSANDROVIC BAKOUNINE A VOÜÉ sa vie à la révolution. Il a joué un rôle important dans les mouvements révolutionnaires de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Il a participé activement à plusieurs des insurrections qui secouèrent l'Europe après 1848 et il fut à l'origine de la création de groupes révolutionnaires et d'organisations secrètes. Penseur et écrivain très prolifique, il rédigea une multitude d'articles et de discours; il collabora à la rédaction de programmes politiques; il écrivit des lettres de protestation et des pamphlets. Tout au long de sa vie, il resta en contact épistolaire avec des dizaines de correspondants, membres de sa famille ou partageant ses idées.

L'Institut International d'Histoire Sociale (Amsterdam) vient d'annoncer la parution des Œuvres complètes de Michel Bakounine sur CD-ROM.

Ce CD-ROM rassemble les écrits de l'anarchiste russe ainsi que des photos et des reproductions de plus de 1200 lettres et plus de 350 textes que Bakounine rédigea entre 1823 et 1876. Il s'agit là d'un matériel unique: on y trouvera des centaines d'inédits, de nombreux textes enfin publiés dans leur version intégrale et originale. Outre les écrits de Bakounine, ce CD-ROM donne accès à une documentation diversifiée comme les notes de Bakounine sur ses travaux, les codes qu'il utilisait dans ses correspondances, des documents personnels. On pourra y choisir la langue, les recherches se font sur l'ensemble

du texte. Pour élargir sa recherche à l'ensemble du matériel disponible sur le CD-ROM, les créateurs auront retenu le français qui fut aussi la langue la plus employée par le révolutionnaire russe. Des liens amèneront vers d'autres écrits, vers des biographies sur Bakounine, vers ses correspondants principaux. Une bonne façon d'avoir accès à un matériel historique.

Si les textes présentés sont disponibles en français, il faut savoir qu'on aura également accès aux documents écrits dans d'autres langues à l'origine. Les textes russes sont retranscrits en caractère cyrillique. En outre de nombreuses notes complètent les écrits.

Trois catégories permettent l'articulation du CD-ROM: « Lettres »: on y trouve plus de 1200 lettres personnelles que Bakounine a envoyées à sa famille, ses amis, ses compagnons de lutte. « Ecrits »: c'est la somme des articles, des pamphlets, des conférences, des discours, des lettres ouvertes, des documents, des programmes des groupes, etc. Et enfin « Divers »: où on découvrira des documents intimes, des notes sur des travaux philosophiques et historiques, des traductions, des codes...

Martine-Lina Riesefeld. - Relations Internationales

Pour plus d'information, pour passer commande, contacter: Edita-KNAW P.O. Box 19121 1000GC Amsterdam

## copinage

**Fred Alpi** sera en concert samedi 24 mars à l'Espace Sedaine, 35bis, rue Sedaine, Paris 11<sup>e</sup>. Entrée 50 F.

**Elizabeth** interprétera ses chansons insoumises à l'Européen (5, rue Biot, Paris 17<sup>e</sup>) le 28 mars à 21 heures. Prix 100 F, réservation 01 43 87 97 13 ou bien 90 F à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, Paris 11<sup>e</sup>.

A l'occasion du « Printemps des poètes », aura lieu du 17 mars au 8 avril l'**itinéraire Gaston Couté**. L'itinéraire va de Bruxelles à Gargillèse en passant par Paris, Orléans, Meung-sur-Loire, Blois... et différents lieux de vie de Gaston Couté. Renseignements: <http://perso.infonie.fr/c.lassale/index.htm>

**radio libertaire**  
Paris • 89.4 MHz

vendredi 23 mars à 22 h 30:

**Jazz en liberté:** Sunny Murray quartet en public (1992); tony Williams « Lifetime » (1971); Ramon Lopez quartet (2000); Billy Cobham quartet en public (1980); Kenny Clarke quintet (1956); Ronald Shannon Jackson & the decoding society (1992).

samedi 24 mars à 19 h 30:

**Contre-courbe:** Paul Signac, peintre, marin, anarchiste et heureux de vivre.

mercredi 28 mars à 10 h 30:

**Blues en liberté:** en prévision: tournées et disques.

## Gérons la ville nous même : une tournée réussie !

**P**LUS DE 100 PERSONNES A Paris, 65 à Lyon, une cinquantaine à Chambéry, 40 à Dijon, une trentaine à Avignon, Grenoble et Besançon, une vingtaine à Clermont-Ferrand et quelques personnes à Chalon-sur-Saône... c'est au total près de 400 personnes qui ont rencontré notre camarade italien Domenico à l'occasion d'une tournée de conférences organisée par la Fédération anarchiste sur la question du communalisme, des alternatives sociales possibles afin de tendre à gérer la ville nous-même.

Il est connu que les anarchistes, opposés à toute délégation de pouvoir, ne par-

ticipent pas aux mascarades électorales de nos démocraties parlementaires et appellent à l'abstention active, à agir au lieu d'lire. L'objectif de cette tournée de conférences n'était pas de rester au stade de la critique du système électoral mais bien au contraire, de donner du sens à « l'agir » en présentant et en valorisant des pratiques d'auto-organisation existante aujourd'hui ici ou ailleurs. Le but était de montrer que d'autres formes d'implication dans la vie de la cité, dans la gestion de nos villes et de nos campagnes, porteurs d'alternatives sociales, sont possibles. Et comme aujourd'hui prépare demain, nous avons tout à gagner à faire connaître ces expériences,

à en développer d'autres en tirant enseignement des premières et à tenter de fédérer toutes ces initiatives. L'auto-gestion n'est pas une chose innée qui tombe du ciel au lendemain d'un hypothétique grand soir. Cela s'apprend, s'expérimente et autant commencer aujourd'hui afin de diffuser et populariser nos idées et nos pratiques, de les confronter à la réalité, et de se doter d'espaces traçant des perspectives d'organisation de la société future tout en répondant à des besoins concrets et immédiats. C'est pour toutes ces raisons que nous avons invité notre camarade de la Fédération anarchiste italienne, Domenico, à venir parler dans une dizaine de villes de

l'expérience qu'il mène depuis près de 20 ans à Spezzano Albanese avec la Fédération municipale de base (1).

Partout où Domenico est passé en conférence, l'accueil fut chaleureux et le public fortement intéressé par la présentation de l'expérience de la FMB. Les débats avec la salle furent particulièrement passionnants à Avignon et à Chambéry où les questions étaient nombreuses sur le fonctionnement concret, les limites et les perspectives d'alternative sociale offertes par de telles initiatives. Ces conférences furent aussi l'occasion de rappeler, au travers d'une expérience concrète toute la différence qu'il y a entre le communalisme libertaire et le municipalisme libertaire et encore plus avec les illusions de la démocratie participative.

Merci à Domenico d'être venu nous rencontrer et surtout pour les enseigne-

ments qu'il nous a donnés. A nous de nous en emparer pour développer ici, à la ville comme à la campagne, des expériences de communalisme libertaire. N'oublions pas que la lutte contestatrice et revendicative et les alternatives sociales sont les deux pieds de la lutte sociale et d'une possible révolution libertaire!

David. - groupe Kronstadt (Lyon)

(1) Signalons que d'autres conférences étaient parallèlement organisées, sur l'Ouest et le Nord de la France, avec d'autres orateurs, présentant d'autres expériences communalistes. Un prochain article du *Monde libertaire* rendra certainement compte de ces dates. Pour en savoir plus sur la FMB, voir le *Monde libertaire* n° 1232 et 1233 ainsi que la brochure « Le quartier, la commune, la ville... des espaces libertaires » éditions du *Monde libertaire*, 20 F (23 F avec port), disponible à la librairie du *Monde libertaire*, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

### PARIS

## Le CLIFTI s'invite au commissariat du 20<sup>e</sup>

**L**E 15 MARS, A L'OCCASION DE LA journée mondiale contre la brutalité policière, pour sa cinquième action, le CLIFTI (1) avait décidé de dénoncer le superflicier de police STIC (2) (cinq millions de personnes fichées, coupables, suspects, témoins, victimes). 30 personnes se sont retrouvées devant le commissariat. Tout le monde a voulu rentrer mais seule une délégation de dix personnes est restée à l'intérieur. Tous les poli-

ciers présents semblaient fort bien connaître ce fichier par ailleurs illégal et dont l'usage est, paraît-il, réservé au seul officier de police judiciaire.

Le commissaire a proposé au CLIFTI d'écrire à la CNIL ou de porter plainte auprès du procureur, ce qui a fait rire tout le monde. Dans le poste de police en état de siège, la délégation a insisté pour obtenir un rendez-vous au ministère de l'Intérieur. Après un moment d'espoir et deux

heures d'attente, les deux personnes restées pour la négociation sont ressorties pour annoncer que le combat contre les superfliciers devait continuer. Ce qui n'a pas été une surprise pour les militant-e-s présent-e-s, lesquel-le-s avaient durant ce temps distribué des tracts informant sur la réalité du STIC auprès de passants plutôt intéressés de voir un rassemblement devant un commissariat...

Si le CLIFTI n'entend pas se spécialiser sur le STIC mais au contraire intervenir dans différents aspects de l'exercice du contrôle social, il reste assez plaisant d'avoir vu cinq flics en civil et une cinquantaine de CRS se déplacer (en retard) pour faire face au danger démesuré d'une trentaine de citoyens dénonçant pacifiquement ce qui est fait en leur nom...

### L.F.

(1) Collectif pour les libertés individuelles face aux technologies de l'information.

(2) La CNIL a reproché au STIC de se nommer « Système de traitement de l'information criminelle » et a proposé de le nommer « Système de traitement des infractions constatées » jugeant probablement qu'une appellation plus soft serait plus rassurante...



## Sans papiers de Lyon

# La grève de la faim continue!

**A**LORS QU'IL Y A QUELQUES MOIS LES DEUX collectifs de soutien aux sans papiers de Lyon étaient à l'agonie et dans l'incapacité d'impulser une dynamique de lutte, des assemblées générales débouchaient sur la volonté de profiter des opportunités électorales afin de faire pression sur les partis politiques, notamment ceux de la gauche plurielle.

Des actions aussi diverses que des rassemblement devant les mairies, irruption dans les permanences électorales et autres manifestation furent menées.

Ces diverses actions ont permis aux sans papiers de se faire leur propre opinion et d'affirmer leur conscience de lutte.

C'est ce qui les a amenés à la grave décision d'entamer une grève de la faim et d'occuper dès le 7 mars dernier l'église sainte Polycarpe.

L'archevêché a immédiatement demandé l'intervention des forces de l'ordre pour faire évacuer les lieux avant 19 heures. Face à cet ultimatum les sans papiers et leurs soutiens lancèrent un appel pour l'obtention d'un local. Gilles Buna, maire écolo du 1er arrondissement mis à disposition une permanence des Verts situé dans le 7<sup>e</sup> arrondissement.

La proposition des Verts fut acceptée bien que ce local soit peu adapté à ce type d'action (absence de douches et peu d'intimité pour les 3 femmes et 4 hommes en grève de la faim).

Dès lors un autre lieu d'accueil fut envisagé. Les Verts proposent un local appartenant à l'église réformé très isolé qui

fut très justement refusé, puisque cette même église dispose d'un lieu très bien adapté en coeur de la ville. Mais elle refusait d'y voir des « anarchistes et des communistes ».

Finalement les grévistes ont été accueillis par le C.C.O. (centre culturel occuménique), lieu tenu par la gauche chrétienne et lui aussi propriété de l'évêché. Néanmoins il aura fallu accepter faute d'autre alternative, d'enlever sous la pression de la CIMADE, autre association chrétienne, une banderole réclamant la carte de 10 ans. Dur, dur!

A ce jour une assemblée générale à lieu chaque soir, ce qui permet le plus souvent aux permanents syndicaux et autres d'imposer leur point de vue, de par leur disponibilité. L'absence d'un réel collectif autonome de sans papiers est très préjudiciable et oriente la lutte vers une agitation bien trop liée à des enjeux politiques électoraux et flous. La succession des manifestations, mercredi et samedi peut très rapidement essouffler les capacités de mobilisation alors que nous nous heurtons aux murs de la démocratie blindée.

Pour ce qui nous concerne notre engagement pour la liberté d'installation et de circulation des individus est constant mais nous savons les limites dans lesquelles cette légitime grève de la faim se déroule.

Un concert de soutien à été organisé au Café Libertaire avec le groupe de chanson française Les Tapetistes. 600 francs ont été ajoutés à la caisse de solidarité aux grévistes.

Il reste que 7 personnes sont en train de crever à petit feu.

Vincent (groupe Kronstadt - Lyon)

## A G E N D A

jeudi 22 mars

**TOURS:** Le groupe libertaire, la CNT, SUD et le Cinéma national populaire organise un débat sur « Services Publics et rentabilité », au cinéma Les Studios (2, rue des Ursulines à Tours). Projection du documentaire « Gare sans train ». PAF: 18 F. (abonnés), 23 F. (non-abonnés).

vendredi 23 mars

**GRENOBLE:** Au programme du FRAKA (Festival de Résistances et d'alternatives au capitalisme) un débat « Police partout, justice nulle part, ne comptons que sur nous-mêmes! » avec le MIB (Mouvement de l'immigration et des banlieues), d'Agora Diversités et de l'AFLIDD (Association des familles en lutte contre l'insécurité et les décès en détention) des quartiers parisiens et lyonnais à la salle 150 (galerie Arlequin) à 17 heures; « Le défi de l'antipsychiatrie » au squat le CPA, 9 rue G. Sand à 18 heures.

**METZ:** L'association culturelle libertaire organise un concert avec « No Konform », « Woodo Vice », « Da Khan » et « Elle l'a mauvaise » à 20 heures à la Maison des étudiants. Prix libre.

samedi 24 mars

**BRUXELLES:** Le groupe Alternative Libertaire (Bruxelles) vous invite au 25<sup>e</sup> anniversaire de l'imprimerie du 22-Mars. A 16 h: rencontre sur la presse libertaire en Belgique et présentation du nouvel AL. A 21 h: concert de blues avec Marc Lelangue et les Buttaked. Au Grain d'Orge, 142 chaussée de Wavre à 1050 Ixelles.

**METZ:** La CNT, la FA et le Scalp appellent à un rassemblement devant l'Hôtel de ville en souvenir de la Commune de Paris à 15 heures puis vous invitent à « pot des Communards » salle Robert-Ochs dès 16 heures.

**PARIS:** Le Comité de solidarité avec les peuples du Chiapas en lutte vous invite à discuter avec des compañeras et compañeros de retour de la marche de la dignité indigène à 14 heures au 33, rue des Vignoles.

**VILLEURBANNE:** Concert de solidarité avec les sans-papiers avec Jo Staline, Flying Spoons, Les Coccinelles voix rouge, Akosh S. Unit, Louis Sclavins de 19 heures à minuit au CCO, 39, rue Courteline. PAF: 60-30 F.

mercredi 28 mars

**PARIS:** A l'initiative du Cosimapp, rassemblement devant le consulat des Etats-Unis (comme chaque mercredi) pour réclamer « Justice et liberté pour Mumia » à 18 heures, place de la Concorde.

vendredi 30 mars

**IVRY (94):** Le groupe libertaire d'Ivry organise une réunion publique « L'anarchisme aujourd'hui » à 20 h 30 au Foyer Quincey, 38, rue Saint-Just (M<sup>o</sup> Mairie d'Ivry).

vendredi 6 avril

**LA SEYNE (83):** Gala de soutien au réseau anarchiste varois avec Doé Brimé et Meille (chanson réaliste) à 20 h 30, salle Apollinaire, avenue Gambetta, organisé par le groupe Libertad.

samedi 7 avril

**CHELLES (77):** Le groupe Sacco et Vanzetti de la F.A. organise une réunion-débat sur la guerre d'Algérie à 20 h 30, 1bis rue Emilie (près de la gare) avec Benoist Rey, auteur du livre « Les Egorgeurs » (éditions du Monde libertaire).